

Le pouvoir aux travailleurs

02 AVRIL 2008

N° 142

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- FLAMBEE DES PRIX C'EST LA COLERE QUI EXPLOSE	2
- UN AN APRES LES ACCORDS DE OUAGA LES DIRIGEANTS SE FELICITENT ALORS QUE LA MISERE GRANDIT.....	3 - 4
- TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS !.....	4 - 5
- LA TUBERCULOSE, UNE MALADIE LIEE A LA PAUVRETE.....	5 - 6
- DOUEKOUÉ : DES SOLDATS PRETEXTENT LA MORT D'UN DES LEURS POUR PRENDRE LA VILLE EN OTAGE.....	7
- DANS LES HOPITAUX LE RACKET EST UNE AUTRE MALADIE QUI FAIT DES MORTS.....	7 - 9
- LES TRAVAILLEURS DE CODEF SE FONT ENTENDRE.....	10
- OCEANIC INDUSTRIES : UNE ARNAQUE SUR LA CNPS CONTRE LES TRAVAILLEURS.....	11
- OCEANIC INDUSTRIES : MAIGRE PENSION DE RETRAITE APRES DES ANNEES DE MAIGRES SALAIRES.....	11
- BURKINA FASO : GREVE GENERALE DES TRAVAILLEURS, POUR DES AUGMENTATIONS DES SALAIRES ET LA BAISSSE GENERALE DES PRIX!.....	12 - 13

FLAMBEE DES PRIX C'EST LA COLERE QUI EXPLOSE !

Des manifestations contre la cherté de la vie ont éclaté dans plusieurs quartiers d'Abidjan. Elles ont été réprimées violemment par les forces de l'ordre qui ont déjà fait deux morts par balles et plusieurs blessés. Le gouvernement qui s'est montré insensible à la souffrance de la population a fini par trouver l'explosion de la colère. Aujourd'hui la seule chose qui le préoccupe c'est comment éteindre le feu avant qu'il ne se propage dans tout le pays. Alors il a envoyé sa police pour sévir.

Ces manifestations sont pour la plupart spontanées et composées des gens du petit peuple, souvent des mères, équipées d'assiettes et autres ustensiles de cuisine, criant leur colère contre la hausse vertigineuse des prix des aliments de base. Elles n'en peuvent plus de faire des kilomètres à pied pour essayer de dénicher au fin fond d'un marché d'un quartier populaire, un peu d'aliment (souvent de mauvaise qualité) qui soit encore à portée de leur bourse. Elles n'en peuvent plus d'entendre les gémissements et les pleurs de leurs enfants qui ont faim. Des manifestations de même nature viennent d'avoir lieu à Dakar, presque au même moment. Quelques semaines plutôt, c'était au Burkina Faso, au Cameroun et dans bien d'autres pays africains. C'est la colère longtemps retenue qui explose aujourd'hui. Et ce n'est probablement qu'un début.

Ces mères de familles, les jeunes des quartiers, les travailleurs embauchés ou journaliers des gens du petit peuple, sont nombreux aujourd'hui à dire non aux affameurs qui gouvernent nos pays et qui restent sourds et aveugles devant la situation de famine qui est déjà là pour beaucoup.

Ils ont raison mille fois de ne pas vouloir mourir et laisser mourir les êtres chers dont ils ont la charge, sans crier leur révolte et leur dégoût à l'égard de ces dirigeants incapables par lâcheté à l'égard des possédants, par mépris à l'égard des humbles ou pour les deux raisons à la fois, de prendre la moindre mesure d'urgence, de salut public pour que les gens mangent.

Peut-être que les classes possédantes attendent que la répression, les bonnes paroles des dirigeants et la lassitude arriveront à bout de la vague de détresse et de colère qui déferle.

Mais leur calcul peut aussi s'avérer erroné car il n'est pas dit que les gens acceptent de mourir en silence. Ce sont souvent les petites vaguelettes qui, en se convergeant, se transforment en grosses déferlantes.

Ces gens-là savent comment cela a commencé mais pas forcément comment ça peut finir s'ils continuent à se mettre un bandeau sur les yeux et des bouchons dans les oreilles.

**UN AN APRES LES ACCORDS DE OUAGA
LES DIRIGEANTS SE FELICITENT ALORS QUE LA MISERE GRANDIT**

Du côté de la présidence comme du côté du Premier ministre, on a entendu à peu près le même son de cloche s'agissant du bilan de la première année de gouvernement après les accords signés à Ouaga entre Gbagbo et Soro. Tous les deux semblent être contents du premier anniversaire de leur mariage. Tout le monde sait cependant qu'il ne s'agit aucunement d'un mariage d'amour. Dans chacun des deux camps, les couteaux ne sont pas encore rangés. Chacun fait semblant de faire la paix mais on constate combien ils ont du mal à désarmer leurs partisans, les miliciens du côté FPI et soldats rebelles du côté des Forces Nouvelles. Ils font tout un cinéma pour montrer dans les journaux et dans la télévision que à tel endroit on a réussi à regrouper quelques dizaines de soldats des FN et quelques militaires de la FANCI dans un même camp militaire. C'est l'arbre avec lequel ils veulent cacher la forêt. Les récentes déclarations plus ou moins incendiaires des dirigeants du FPI (tels que Simone Gbagbo ou Affi Nguessan) de même que les répliques tout aussi virulentes envoyées par les seconds couteaux de Soro, illustrent cette atmosphère d'« entente » qui n'a rien de cordiale.

Rappelons aussi que selon cet accord, l'élection présidentielle devrait avoir lieu « *au plus tard le 30 juin 2008* ». Mais à l'heure actuelle aucun des objectifs intermédiaires auxquels les signataires s'étaient engagés n'est atteint. Les « *audiences foraines* » qui étaient censées délivrer les pièces administratives permettant aux centaines de milliers, et peut être plusieurs millions de personnes, injustement écartées du droit de vote pour motifs de « *non ivoirité* », n'ont permis jusqu'ici que de délivrer environ 400 000 « *jugements supplétifs* ». Ce chiffre est invérifiable. De plus le fait d'obtenir un jugement supplétif est loin de constituer un droit effectif à la carte nationale d'identité et ensuite

d'accéder au droit de vote. Il en va de même pour le redéploiement de l'administration sur l'ensemble du pays. Or jusqu'ici, même les préfets et sous-préfets ont du mal à circuler dans certaines zones sans parler de l'hébergement et des bureaux pour accueillir les employés de l'Etat. Quant à la réunification de l'armée en une seule entité, on n'en est qu'au stade de vœux pieux !

Autant dire que cette élection sera repoussée aux calendes grecques et que même cette « paix » toute relative que le pays connaît depuis une année peut voler en éclats d'un moment à l'autre tant les ambitions de rester au pouvoir pour les uns, d'y parvenir pour les autres sont intactes. Qui dit pouvoir dit caisses de l'Etat. C'est l'argent qui intéresse fondamentalement les uns et les autres et pour cela ils n'hésiteront pas à entraîner le pays vers un nouveau bain de sang.

S'il y a une chose qui unit le Premier ministre Soro et son président au delà de leur soif du pouvoir, c'est leur mépris à l'égard des travailleurs, et plus particulièrement envers ceux qui osent revendiquer et mener des grèves pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence. Gbagbo n'avait pas hésité il n'y a pas longtemps encore à traiter de « *criminels* » ceux qui se mettent en grève alors que le pays est en crise. Tout dernièrement c'est Soro qui, lors qu'une conférence consacrée au premier anniversaire de son arrivée au poste de Premier ministre emboîtait le pas de son président pour dénoncer les grèves et les revendications sociales qui se répéteraient trop à son goût. Il a conclu sa déclaration en ces termes : « *Le gouvernement voudrait donc par ma voix en appeler solennellement au sens de la responsabilité et l'esprit civique de nos concitoyens, afin qu'ils acceptent la nécessité de consentir des sacrifices pour*

la sortie définitive de la crise ». Il faut une certaine dose de cynisme pour oser laisser entendre que si le pays en crise, c'est à cause des travailleurs, des enseignants et tous ceux qui se mettent parfois en lutte pour réclamer obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence. Mais ceux qui dirigent ce pays ne connaissent pas la crise. Eux et leur clan s'enrichissent à vu d'œil. Et ils ne se privent même pas d'étaler leur fortune. Et ce sont eux qui osent demander à ceux qui en ont le moins de se serrer toujours plus la ceinture pour que eux et la classe des privilégiés dont ils sont les représentants politiques s'engraissent encore plus !

Soro dit que « *la paix a un prix* ». Mais le prix pour les pauvres c'est quoi ?

Mourir de misère dans les quartiers où il manque tout, eau, électricité, routes, etc ? Où les femmes à la recherche d'une goutte d'eau se font parfois écraser par les voitures comme cela s'est produit à Abobo PK18 ? Ou encore le prix serait

d'accepter sans dire un mot les augmentations des prix des produits de grande consommation qui ont atteint les 50% ? Mais en quoi le fait que les travailleurs se serrent encore plus la ceinture cela ferait avancer la cause de la paix ? De qui se moque-t-on ?

Pendant que ces messieurs du pouvoir demandent plus de sacrifices au petit peuple, pendant qu'ils demandent aux travailleurs, aux petits paysans, à tous ceux qui sont obligés de se « débrouiller » pour survivre de souffrir un peu plus, dans les quartiers riches, ils roulent carrosse, leurs piscines débordent d'eau, de grosses villas et des immeubles poussent partout. Pendant que les enfants des familles démunies crient famine, ceux des classes riches fréquentent des boîtes de nuit où de manière insoiente ils gaspillent l'argent du contribuable et se vantent de se « laver les pieds avec du champagne ». Il faudra un jour que nous disions massivement non à autant d'injustices !

TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES DES TRAVAILLEURS !

Aujourd'hui, partout où les populations ont l'occasion de discuter entre elles un tant soit peu de leurs problèmes quotidiens, on ne parle que de la cherté de la vie. Même les médias de l'Etat qui n'ont pas l'habitude de traiter des sujets embarrassants pour les gouvernants relèvent parfois que la cherté de la vie est devenu un véritable problème pour les couches populaires et que le budget consacré à la nourriture avale à lui tout seul les maigres revenus des petits salariés. C'est ainsi qu'un dans un numéro du journal *Fraternité Matin* un journaliste fait le constat que s'il y a dix ou quinze ans avec 1000 à 1500 F une famille pouvait s'offrir un repas quotidien, aujourd'hui il en faut entre 2500 et 3000F. On ne sait pas où ce journaliste a trouvé ce chiffre, ni ce qui compose ce repas en question, ni le nombre de personnes qui constituent cette famille « type ». Mais il a au moins le mérite de dire qu'en l'espace

de dix ans le prix des denrées a au moins doublé et que rien que pour un repas quotidien une famille doit aujourd'hui consacrer chaque mois entre 75 000 et 90 000 F. Sans oublier les autres dépenses aussi importantes.

Le moindre kg de riz coûte actuellement entre 350 et 400 francs. L'huile est vendue à 800 voire 900 francs le litre. Le kg de viande sans os qui était vendu à 1700 est passé à 2.000 francs ; le prix du lait est tel que celui-ci est devenu depuis longtemps un produit de luxe inaccessible aux pauvres. Le prix du savon a aussi connu une forte hausse. Certains ménages utilisent de plus en plus le savon artisanal pour tous leurs besoins. Le prix du tas de piment est passé de 25 à 50 francs voire 100 francs selon les marchés et celui de l'aubergine a connu le même sort.

Les vendeuses de produits vivriers dans les marchés expliquent que la principale

raison de la montée en flèche des prix à l'étalage c'est la multiplication des rackets qu'elles subissent tout le long du trajet depuis la récolte des produits jusqu'à l'endroit de la vente. Elles sont obligées de répercuter sur le consommateur ce qu'elles ont déboursé dans les différents barrages des corps habillés.

Ceux qui sont au gouvernement connaissent parfaitement l'existence de ces rackets. Mais compter sur eux pour mettre fin à cela ce serait mal les connaître ! Pour soi-disant lutter contre les commerçants qui augmentent abusivement les prix, il y a eu question de créer une « brigade de contrôle ». Mais loin de combattre la flambée des prix ce sera une occasion de plus de s'adonner au racket, pour ceux qui constitueront cette brigade.

Sur les produits d'importation, le gouvernement dit qu'il ne peut rien contre les fluctuations des prix sur le marché international. Mais il peut au moins diminuer, voire supprimer, par exemple la

taxe douanière sur les produits de base de grande consommation. Il peut aussi demander aux grossistes et aux grands commerçants de diminuer leur marge bénéficiaire. Et pour diminuer le prix du transport des marchandises à l'intérieur du pays, il peut aussi par exemple diminuer la taxe sur les carburants et qui est de l'ordre de 80%. Et si le gouvernement est incapable d'agir sur les prix il peut au moins décréter une augmentation générale des salaires, à commencer par la Fonction publique qui dépend directement de lui, pour au moins rattraper ce qui a été rongé par l'inflation.

Mais il est clair que nos dirigeants ne sont pas préoccupés par l'aggravation des conditions d'existence des couches populaires. Eux ils ont tout ce qu'il faut pour mener un train de vie de nabab et ne se contentent pas de se nourrir avec 1000 francs par jours ! Mais qu'ils continuent dans cette voie ! Ils finiront par trouver l'explosion sociale qu'ils cherchent !

LA TUBERCULOSE, UNE MALADIE LIEE A LA PAUVRETE!

Le 24 mars était la « journée mondiale de lutte contre la tuberculose ». Cette maladie liée essentiellement à la pauvreté est en train de revenir en force. Près de deux millions de personnes en meurent chaque année. Pourtant la tuberculose est une maladie curable. Le traitement dure entre 6 et 24 mois selon le degré de résistance du bacille responsable de la maladie. En Côte d'Ivoire, les cas dépistés ne cessent d'augmenter.

Nos dirigeants peuvent faire beaucoup de discours à la télé et à la radio. En dehors de ça, c'est zéro ! Pour faire reculer la tuberculose, il faudrait d'abord que les personnes atteintes soient prises en charge par les services de santé publique. Mais aujourd'hui la moindre consultation auprès d'un médecin est payante sans compter les frais d'une éventuelle hospitalisation. Des

médicaments existent, l'industrie pharmaceutique a mis au point des antibiotiques de génération récente. Dans notre pays certaines personnes ont les moyens d'être soignées dans de bonnes conditions. Mais la plupart des gens n'ont pas les moyens et ont recours aux « pharmacies par terre » qui souvent rendent les microbes encore plus résistants et par conséquent la maladie plus difficile à guérir.

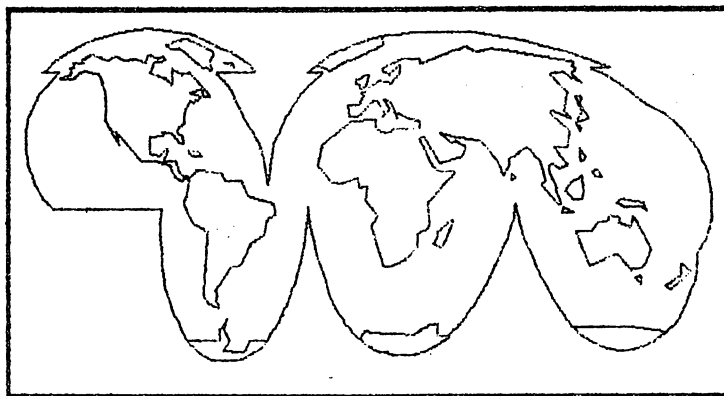
Et puis il y a aussi que les conditions de vie de la grande majorité sont considérablement dégradées. La périphérie des villes et les bas quartiers qui sont le lieu d'habitation de centaines de milliers de gens sont devenus de véritables nids à microbes. Les égouts n'existent pas ou sont hors d'usage et les ordures ne sont presque plus ramassées. Pour ceux qui ont un travail, les poumons sont vite atteints du fait du manque de

protection contre les poussières nocives.

La recrudescence actuelle de cette maladie n'est pas une fatalité. Elle est liée au fonctionnement de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. C'est pourquoi le vrai combat contre la

tuberculose est lié à celui qu'il faut mener pour changer la société. Cela commence donc pour les travailleurs, par la lutte pour l'amélioration de leur condition d'existence !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DOUEKOUÉ : DES SOLDATS PRETEXTENT LA MORT D'UN DES LEURS POUR PRENDRE LA VILLE EN OTAGE

Il y a quelques jours, un soldat a été assassiné à son domicile par des hommes en arme dans la localité de Duékoué, ouest du pays. Suite à cette mort, ses camarades d'arme ont pris la ville d'assaut pour manifester leur mécontentement.

Ils ont profité de cette occasion pour mettre en avant des revendications qui leur sont propres. Ils demandent surtout à retourner aux corridors de contrôle pour soi disant en assurer la sécurité.

Il faut dire qu'avec les accords de Ouaga les militaires avaient été retirés des postes de contrôle de cette zone et mis en situation de pré regroupements. C'est donc avec amertume qu'ils voient leurs confrères de la gendarmerie, de la police et des eaux et forêts se livrer au racket pendant qu'eux sont tenus de rester dans les casernes.

Pendant toute la journée, les soldats en révolte se sont livrés à des sortes de rodéo à travers la ville, tirant des rafales d'armes en air. Après avoir pris contrôle de Duékoué, ils ont rallié à leur cause les

casernes de soldats de la ville de Guiglo. Dans leur manifestation, les soldats ont fait un mort parmi la population civile de Guiglo et près de 8 blessés à Duékoué.

Ainsi donc pour avoir le droit de racketter de nouveau eux aussi, les militaires de Duékoué (FDS et FAFN) n'ont pas hésité à prendre la ville en otage tel des bandits, à faire des morts et des blessés dans la population. Cela montre bien que les histoires de regroupement et de désarmement ne sont pas acquises d'office.

Ces soldats n'agissent pas différemment de leur hiérarchie ou des hommes politiques au pouvoir ou qui aspirent à y parvenir. La seule différence entre tous ces gens, c'est que le petit soldat a besoin de racketter sur les corridors pour prendre sa part de prébendes, pendant que la haute hiérarchie et les dirigeants politiques du pays se servent directement à pleines mains dans les caisses de l'Etat !

DANS LES HOPITAUX LE RACKET EST UNE AUTRE MALADIE QUI FAIT DES MORTS

Dans les établissements sanitaires publics règne une anarchie dans le fonctionnement des services. La corruption, le racket sont maîtres des lieux. Lorsqu'un malade se rend dans un centre hospitalier, avant et après le service il doit sortir obligatoirement de l'argent.

Les hôpitaux publics sont devenus des "boutiques". Dans un centre communautaire de quartier, pour être

reçu par un médecin généraliste il faut déboursier au minimum la somme de 1000f comme droit à la consultation. Pour être reçu par un spécialiste, qui reçoit une fois par semaine, il faut 1500f et sur rendez-vous. Ces prix varient selon les centres de santé des plus petits aux plus grands comme les CHU.

Il y a de cela quinze ans, la consultation n'était pas payante. Il fallait seulement présenter un carnet dont le

L E U R S O C I E T E

coût s'élevait à 200f. Après consultation le médecin ou l'infirmier traitant donnait quelques plaquettes de médicaments avant de rédiger si possible une ordonnance. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Au fur et à mesure que les années passent les différents gouvernements qui se sont succédés ont négligé le service et les équipements dans le secteur de la santé. Les médecins n'ont aucun matériel de consultation. C'est à peine qu'il touche le malade pour établir un diagnostic du mal dont souffre son patient. A peine le malade s'explique, s'il a la possibilité de parler bien entendu, que le médecin a déjà mis son cachet sur l'ordonnance.

Le malade ne sait pas de quoi il souffre et achète les médicaments qui parfois, ne le guérissent pas. Comme disent certains médecins, « il faut essayer ça et après reviens me voir ». Du coup ils font acheter beaucoup de médicaments qui ne servent à rien. L'aspect le plus déshonorant, c'est que une fois que les médicaments sont achetés, certaines personnes passent pour les « récupérer » à l'insu du malade lorsque celui-ci est hospitalisé. Ce qui arrive aussi assez souvent c'est que lorsque le patient doit subir une perfusion. On lui dresse une longue liste de composants sauf qu'une fois achetés on ne les voit pas dans le ballon de perfusion. Certains médecins ont des comportements qui n'honorent pas leur milieu.

Dans les services de maternité, les femmes racontent leur calvaire. A la maternité Thérèse Houphouët Boigny d'Adjamé, une grand-mère exprime son désarroi. « On m'a fait acheter deux petits savons, un en poudre et l'autre en petits morceaux à 1000f. J'ai payé 10.000f et on me dit que ce sont des frais de « bonne arrivée »... ».

L'hôpital général d'Abobo est devenu un mouiroir, témoignent les habitants. Le service minimum n'est pas respecté. Plusieurs femmes sont mortes de

saignement à la suite d'un accouchement parce que les parents n'ont pas les moyens sur-le-champ de payer les médicaments. Et lorsqu'on demande de soigner le malade le temps que quelqu'un aille chercher de l'argent, on refuse.

Dans les CHU, les choses sont encore plus graves. Une personne raconte : « Ma fille est admise aux urgences, à peine nous sommes arrivées qu'on m'a déjà fait payer 25.000f. En plus de cela on m'a fait payer une poche de sang qui ne peut être utilisée qu'après examen; or le résultat ne sera donné que dans une semaine. Entre temps ma fille est entrain de mourir ».

Comme pour le cas de cette dame, les agents profitent pour extorquer de l'argent aux parents des malades. On leur fait faire plusieurs examens qui souvent ne servent pas. Il y a un centre à Abobo qui a une triste renommée dans l'escroquerie des patients lors des examens médicaux. Pour n'importe quel type de maladie il y a au moins trois analyses de sang obligatoires. Certes, c'est bien, mais quand les parents n'ont pas les moyens on leur refuse tout autre traitement et cela constitue un chantage. Du coup, le malade est obligé de soudoyer un agent pour recevoir les soins. Nous voyons des affiches dans les hôpitaux qui font le décor en ces thèmes : «*Tourmons le dos à la corruption*» «*exigez un reçu pour tout paiement*», etc.

C'est bien beau de faire campagne contre ce genre de choses mais c'est l'administration des hôpitaux qui s'adonne à de telles pratiques. C'est à cause de la cherté des services que ce genre de pratiques existe.

Aujourd'hui tout le monde se rend compte de l'anarchie qui règne dans les services publics, il y a un délaissement avancé. Cela favorise la prolifération des cliniques privées qui parfois n'ont pas le

L E U R S O C I E T E

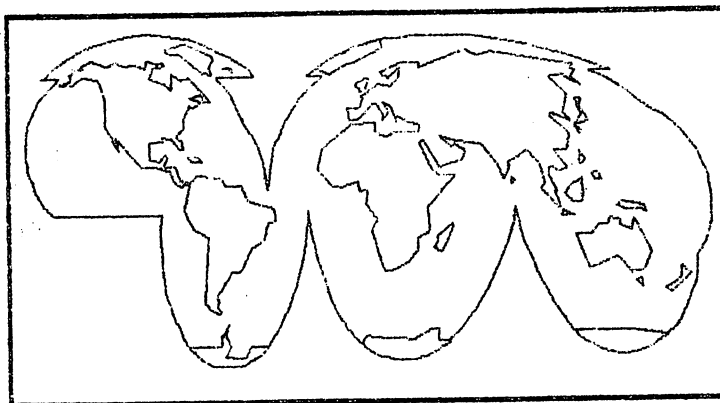
statut d'exercer dans les conditions requises par le ministère de tutelle et font de nombreuses victimes.

Bien évidemment cette situation de racket sur les pauvres est à décrier. Mais elle est générale. C'est la conséquence directe du mauvais traitement salarial des agents de la santé. Souvenons-nous des nombreuses grèves des infirmiers, des laborantins et tout récemment des médecins qui ont refusé d'assurer le service minimum. Ces différentes grèves ont montré combien les agents de santé sont mal rémunérés et exercent dans des conditions inacceptables. La situation de ces agents

n'a fait que se détériorer depuis plus d'une dizaine d'années. Les hôpitaux sont délabrés, il y a un manque cruel d'équipements.

Sous la pression des manifestations, les dirigeants avaient fait des promesses. Ils avaient annoncé la construction de trois centres de santé avec l'argent des déchets toxiques. Aujourd'hui on n'en entend plus parler, jusqu'au jour où des mouvements de colère se produiront à nouveau devant le palais présidentiel. Il arrivera un moment où la répression et les bons discours ne suffiront plus.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS DE CODEF SE FONT ENTENDRE

Le 8 juin 2007, suite à une grève de 3 jours, le patron a été contraint de concéder au rattrapage de salaire qui est passé 2000 F à 2500 F pour les manoeuvres et de 3500 F à 4000 F pour les ouvriers. Encouragés par cette petite victoire, les travailleurs revendiquent depuis cette date le paiement des 500 F qui leur ont été volés.

Après plusieurs démarches infructueuses pour que ce reliquats soit payé, les travailleurs ont fini par faire des débrayages pour se faire entendre.

Le premier débrayage commença le lundi 10 mars très tôt le matin. Ce jour là les travailleurs refusèrent en bloc de reprendre le service. Mais il faut dire que ce ne fut pas aussi simple que cela. En effet, sur le chantier il y a deux groupes de travailleurs : ceux qui travaillent directement avec la CODEF et ceux qui sont sous passés par des sous traitants.

Et comme d'habitude, le patron voulait opposer les travailleurs les uns contre les autres en mettant en pratique l'adage qui dit : « diviser pour mieux régner ».

Mais cette fois-ci il n'y est pas arrivé. Les grévistes, à la veille de chaque débrayage, tiennent une réunion pour voter la grève et une fois la décision prise à la majorité, le comité de grève voté sur place a pour tâche d'aller rencontrer les travailleurs des sous-traitants. Ainsi, ils trouvent leur consentement à ne pas s'opposer à leur mouvement. Mieux même, ils se rangent souvent du côté des grévistes.

Une fois arrivé sur le chantier lors de ce débrayage, le patron a voulu annoncer : « que ceux qui ne sont pas en grève et veulent travailler, rentrent pour

travailler ». Quelques travailleurs intimidés par sa présence voulaient prendre le chemin du travail. Mais vu la colère des grévistes, il a vite fait de retirer ses propos. Et c'est une fois qu'il a reçu les délégués accompagnés de leurs représentants syndicaux, surtout une fois qu'il a promis de donner une suite favorable aux revendications des travailleurs, que le travail a repris.

Mais pendant toute la semaine il négligea royalement ses promesses. C'était mal connaître la détermination des travailleurs. Le lundi 17, ils reprenaient le débrayage. Cette fois ci le patron n'osa même pas mettre les pieds sur le chantier toute la journée, de peur d'être bien chatouillé par les grévistes. C'est aux environs de 16h qu'il arriva, en compagnie d'une délégation de contrôleurs des travaux. Il fut vite cerné par les travailleurs. Au cours de la nouvelle négociation avec les délégués, il s'engagea personnellement à répondre à la convocation de l'Inspection du travail, le lendemain.

Les travailleurs lui promirent aussi de reprendre le débrayage si le lendemain matin, il ne se rendait pas au lieu indiqué. Le mardi à 10 heures, il était effectivement présent pour la première fois à l'Inspection. Il fut condamné à payer ce que les travailleurs réclamaient. Il donna son accord de principe. A présent, la liste des travailleurs ainsi que le nombre de jours à payer est dressée. Dans les tous prochains jours, ils auront leurs dus.

Mais comme le patron est un roublard, les travailleurs sont sur leur garde. Ils se disent prêts à reprendre à tout moment la lutte en cas de besoin.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

OCEANIC INDUSTRIES : UNE ARNAQUE SUR LA CNPS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Oceanic Industries est une entreprise située à la zone Industrielle de Yopougon. Elle existe depuis 1982 et fabrique des nattes de différents modèles. Elle compte environ 400 travailleurs dont tout au plus 80 sont des embauchés. Les patrons préfèrent utiliser de plus en plus des journaliers. Ces derniers ont souvent 2, 8 ou 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise. Sur leurs bulletins de salaire, les patrons font des retenues pour la CNPS comme s'ils étaient déclarés. Or il n'en est rien. Océanic et la CNPS (qui est aussi une entreprise privée) sont complices pour escroquer les travailleurs par des tours de passe-passe. Cette arnaque est faite au vu et au su des autorités, donc en toute légalité, au détriment des travailleurs. Ce n'est que quand il y a un accident de travail que l'ouvrier se rend

compte de la tromperie. C'est ce qui est arrivé à l'un d'entre eux tout dernièrement. Se rendant à la CNPS suite à un accident de travail, celui-ci se rend compte qu'il n'a pas de numéro d'identification. La CNPS ne peut donc le prendre en charge. Pourtant cet ouvrier travaille dans cette entreprise depuis plusieurs années et le patron lui coupe depuis ce temps-là de prétendues cotisations CNPS.

Aujourd'hui ce travailleur est contraint de se soigner à ses frais propres et est obligé malgré la douleur de venir travailler pour pouvoir être pointé. C'est injuste. Mais si ces exploités assoiffés de profits agissent ainsi en toute impunité c'est par ce qu'ils se sentent protégés par ceux qui gouvernent.

OCEANIC INDUSTRIES : MAIGRE PENSION DE RETRAITE APRES DES ANNEES DE MAIGRES SALAIRES

Depuis le coup d'Etat de 1999, nos catégories n'ont pas bougé. Beaucoup de nos camarades embauchés sont partis à la retraite en restant dans la même échelle. Du coup, ils ne touchent qu'une pension de misère.

Les années passent et le patron rejette l'avancée des catégories sous le prétexte de la guerre. Donc dès 2001, nous sommes partis voir l'Inspection du travail pour poser le problème. Ça n'a rien donné. En fin de compte l'affaire a atterri devant la justice. Mais là bas aussi ça traîne. Le patron fait du dilatoire et

utilise tous les moyens possibles pour faire durer le procès.

Cela fait 7 ans que nous cherchons des solutions à travers ces différentes voies.

Mais finalement, on se rend bien compte que toutes ces voies sont sans issues. L'inspecteur du travail, la justice, les ministres sont tous au service du patronat. La seule voie qui nous reste maintenant à explorer est nous même, notre capacité à contraindre le patron à nous écouter.

<p>BURKINA FASO : GREVE GENERALE DES TRAVAILLEURS, POUR DES AUGMENTATIONS DES SALAIRES ET LA BAISSSE GENERALE DES PRIX!</p>
--

De nombreux syndicats ont appelé unanimement les travailleurs du public et du privé à une grève de 48 heures le 8 et 9 avril pour poser plusieurs revendications dont la principale étant 25 % d'augmentations des salaires pour tous.

Même si cette revendication salariale de 25% (environ 10.000 F Cfa) est, au vu de la cherté du coût de la vie, une misère, les travailleurs ne l'obtiendront que s'ils se font vraiment craindre des riches et de leurs représentants actuels au pouvoir !

Les émeutes qui ont eu lieu, notamment à Bobo Dioulasso la deuxième ville du pays, au mois de février ou encore les marches de protestation « pacifiques » contre la vie chère dans les principales grandes villes du pays dont à Ouagadougou au mois de mars n'ont pas réussi à enrayer la flambée des prix.

D'ailleurs, en représailles à des prétendus « casses », une cinquantaine de personnes ont même écopé d'un an de prison ferme. Dans ce pays, la présidence et sa clique ont la réputation de faire assassiner des opposants en toute impunité. Le Premier ministre et son gouvernement de voleurs et de corrompus se permettent de se remplir tranquillement les poches, en vidant les caisses de l'Etat ! Mais gare aux pauvres qui osent crier leur misère !

Pendant que la population crève de faim et que beaucoup de personnes meurent de maladies même bénignes, à Ouagadougou la capitale du pays certains riches se permettent de dépenser en une seule soirée, en restaurant et en bordel pour riches ce qu'un ouvrier ne peut pas gagner durant

un an de dur labeur. Au vu de tout ce luxe qui s'étale à Ouaga 2000, ce nouveau quartier pour riches en pleine construction, on ne croirait pas être dans un pays catalogué à l'avant dernière place parmi les pays le plus pauvres de la planète, mais bien dans un pays riche où l'argent coule à flot ! Et il coule à flot pour les riches !

Mais comment n'en serait-il pas ainsi quand il y a d'un côté de richissimes commerçants qui ont la main mise sur tout le négoce et qui profitent du moindre prétexte pour multiplier comme bon leur semble leurs marges bénéficiaires, en augmentant les prix ? Comment n'en serait-il pas ainsi quand le moindre des travaux publics peuvent faire l'objet de détournements des fonds publics, à commencer par ceux commis par la clique au pouvoir et les hauts dirigeants du pays ? Comment n'en serait-il pas ainsi quand la force du travail de l'ouvrier est rétribuée de façon misérable pour le plus grand profit des exploiters bourgeois ?

Devant cette situation, si quelques feux tricolores et autres panneaux de signalisations routières à Bobo Dioulasso ont fait les frais de la juste colère des pauvres, il est bien évident que ce ne sont pas ce genre d'actes qui peuvent changer quoi que ce soit en mieux. D'ailleurs, ce ne sont jamais les quartiers riches comme Ouaga 2000 ou leur équivalent ici à Abidjan comme Cocody les 2 Plateaux ou Golf Riviera qui subissent les prédations. Parce que ces quartiers-là deviennent aussitôt des citadelles mises à l'abri des dangers par la police, l'armée et d'autres corps habillés qui sont justement payés pour protéger la classe riche quitte à tuer les pauvres lorsqu'ils crient, « non à la misère » !

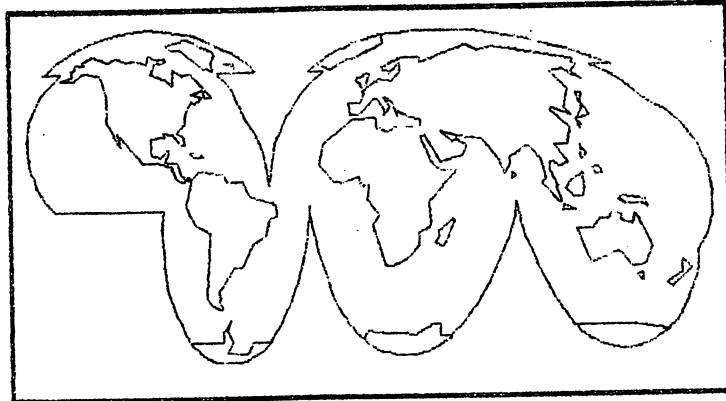
Parce que c'est de cela qu'il est question ! Les revenus de la grande majorité de la population sont tellement dérisoires que les conditions d'existence sont devenues catastrophiques.

Alors, devant le mécontentement qui s'exprime, le gouvernement a d'une part fait usage de la matraque et procédé à de nombreuses arrestations et d'autre part fait des discours pour faire croire que les prix du riz, du mil, de l'huile, du savon ont baissé ! Que des mensonges ! Tertius Zongo, le premier ministre actuel s'est même permis le luxe de faire deux heures de discours devant les parlementaires pour dire, en gros, que la

pauvreté est en recul au Burkina ! Eh bien oui, tous ces gens-là prennent les travailleurs pour des imbéciles !

Devant cette situation catastrophique, souhaitons que la grève générale de 2 jours appelée par les syndicats des travailleurs sera un succès. Mais souhaitons surtout que ce sera le premier pas vers une offensive plus grande des travailleurs, parce que les rapaces ne lâchent pas leur proie aussi facilement et que 10.000 Fr d'augmentation, même si les travailleurs les obtiennent, constituent tout de même une misère.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.